



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Services Techniques et du Patrimoine

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de travaux

**Réhabilitation d'un bâtiment du CH Loches pour Hôpital de jour de
psychiatrie et Périnatalité**



Ce marché comporte une clause environnementale



Ce marché comporte une clause sociale

CCAP	Procédure n° 2025-CHLOCHES-196	Page 1/36
------	--------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	6
ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	6
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	6
ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHE	6
3.1. Type de marché	6
3.2 Procédure de passation	7
3.3 Forme du marché	7
3.4 Classification CPV	7
3.5. Décomposition en lots	7
3.6. Décomposition en tranches	8
3.7. Conduite d'opération	8
3.8. Maitrise d'œuvre	8
3.9. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier	8
3.10. Contrôle technique	8
3.11. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	9
3.12. Coordination pour le système de sécurité incendie	9
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	9
4.1. Période initiale et reconduction	9
4.2. Délai d'exécution	9
4.2.1 Délai d'exécution des travaux	9
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES	11
5.1. Pièces particulières	11
5.2. Pièces générales	12
5.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	12
IV. PRIX ET REGLEMENTS	12
ARTICLE 6. FORME DES PRIX	13
ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX	13
ARTICLE 8. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	15
8.1. Modalités de variation	15
8.2. Mois d'établissement des prix du marché	15
8.3. Choix de l'indice de référence	15

8.4. Modalités d'actualisation de prix	16
ARTICLE 9. AVANCES	16
ARTICLE 10.RETENUE DE GARANTIE	17
ARTICLE 11.ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE	17
ARTICLE 12.PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	18
ARTICLE 13.DELAI DE PAIEMENT	19
ARTICLE 14.TITULAIRE ETRANGER	21
ARTICLE 15.NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	22
V. EXECUTION	22
ARTICLE 16.ORDRES DE SERVICES	22
ARTICLE 17.PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	22
17.1. Provenances des matériaux et produits	23
17 2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	23
ARTICLE 18.RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	23
ARTICLE 19.RESPONSABILITES	24
ARTICLE 20.IMPLANTATION DES OUVRAGES	24
ARTICLE 21.PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	24
ARTICLE 22.CONSTATATION DE L'EXECUTION	27
ARTICLE 23.PROPRIETE INTELLECTUELLE	29
ARTICLE 24.EXECUTION COMPLEMENTAIRE	29
ARTICLE 25.SOUS-TRAITANCE	29
ARTICLE 26.OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	30
26.1. Changements affectant l'entrepreneur	30
26.2. Protection de la main d'œuvre	31
ARTICLE 27.ASSURANCE	31
27.1. Police responsabilité civile	31
27.2. Garantie décennale des ouvrages de bâtiment	31
27.3. Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages	32
27.4. Polices spécifiques	32
ARTICLE 28.DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	32
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	32
29 PENALITES	32
29.1 Pénalité pour retard d'exécution constaté sur l'avancement du calendrier d'exécution :	33

29.2	Pénalité pour retard dans la fourniture des échantillons d'appareillage et des protocoles :	33
29.3	Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier :	33
29.4	Pénalité pour retard dans la remise de documents pendant l'exécution et /ou la période de préparation :	33
29.5	Pénalité pour effectif insuffisant :	33
29.6	Pénalité pour retard dans le nettoyage (chantier et voies de circulations) pendant l'exécution : à adapter	34
	Pénalité pour non-repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux :	34
29.7	Pénalité pour retard dans la levée des réserves :	34
29.8	Pénalité pour non remise des documents fournis après exécution	34
ARTICLE 30.	RESILIATION DU MARCHE	35
30.1	Motifs de résiliation	35
30.2	Indemnité de résiliation	35
ARTICLE 31.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	35
ARTICLE 32.	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	35
VII.	DEROGATIONS AU CCAG	35

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choissille.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements. En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 5/36
---------------	--------------------------	-----------

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Article 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours
Adresse : 37044 TOURS Cedex 9
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Mme Hutteau
Adresse : CH Loches
Direction des Travaux, Ressources
Techniques et Matérielles
37600 Loches
Téléphone : 02.47.93.76.50
Courrier électronique : e.hutteau@ch-chinon.fr

Référent technique du dossier : M. Le Tarnec
l.letarnec@ch-chinon.fr
02.47.93.78.16

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

Article 2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réhabilitation d'un bâtiment pour le Centre Hospitalier de Loches, afin d'y installer, au rez-de-chaussée, le self du personnel et, à l'étage, une salle de réunion.

Article 3. DESCRIPTION DU MARCHE

3.1. Type de marché

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 6/36
---------------	--------------------------	-----------

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux :
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input checked="" type="checkbox"/> Exécution: <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché unique.

3.4 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante :

45262700-8	Travaux de transformation de bâtiments.
45410000-4	Travaux de plâtrerie.
45421000-4	Travaux de menuiserie.
45430000-0	Revêtement de sols et de murs.
45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs.
45330000-9	Travaux de plomberie.
45331200-8	Travaux d'installation de matériel de ventilation et de climatisation.
45311000-0	Travaux de câblage et d'installations électriques.

3.5. Décomposition en lots

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 7/36
---------------	--------------------------	-----------

La présente consultation comporte 8 lots. Estimation globale : 255 000 € HT

N° de lot	Intitulé
1	Maçonnerie
2	Plâtrerie Isolation Faux plafond
3	Menuiseries extérieures et serrurerie
4	Menuiseries intérieures
5	Revêtement de sol peinture et faïence
6	Electricité
7	Plomberie CVC
8	Ascenseur

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un même soumissionnaire dans le cadre d'un marché unique.

3.6. Décomposition en tranches

Sans objet

3.7. Conduite d'opération

La conduite d'opération n'est pas confiée à un intervenant extérieur.

3.8. Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le CH de Loches.

3.9. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier

La mission sera assurée par le CH de Loches.

3.10. Contrôle technique

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 8/36
---------------	--------------------------	-----------

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi n° 83.440 du 02/06/1983 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont : L-LE-SEI-HAND

<L'identité du contrôleur technique sera communiquée ultérieurement au titulaire du marché.

3.11. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, prévue par la loi n° 93-1418 du 31.12.93 et définie par le décret n° 94-1159 du 26.12.94 et le décret n° 2003-68 du 24.01.03, aux fins de contribuer à prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises ou travailleurs indépendants. La mission s'exerce en phase conception, étude et élaboration du projet de l'ouvrage et en phase réalisation de l'ouvrage.

Cette mission est confiée à un Coordinateur C.S.P.S. dont l'identité sera communiquée ultérieurement au titulaire du marché.

3.12. Coordination pour le système de sécurité incendie

Sans objet

Article 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 5 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la réception de l'ordre de service prescrivant de débiter les prestations (estimé à janvier 2026)

4.2. Délai d'exécution

4.2.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux court à partir d'une date à fixer par ordre de service et est fixé à 5 mois.

Ce délai ne comprend pas la période des congés annuels du personnel des entreprises, fixés à 4 semaines par an.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 9/36
---------------	--------------------------	-----------

Le délai d'exécution ci-dessus comprend la période de préparation de chantier définie ci-après.

4.2.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble.

4.2.2. Calendrier d'exécution

Le programme d'exécution visé à l'article 28.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) précise notamment le calendrier d'exécution des travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après remise du calendrier d'exécution des travaux par les entrepreneurs des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-avant.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet de travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur.

Après consultation des entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée ci-après.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Le calendrier détaillé d'exécution se substituera alors au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de consultation et deviendra de ce fait contractuel.

Pour chacun des marchés, le délai de six mois prévus à l'article 50.2.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- Au lot débutant en premier les prestations d'une part ;
- Au lot considéré d'autre part.

Au cours du chantier et avec consultation des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé ci-avant.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 10/36
---------------	--------------------------	------------

Le calendrier initial détaillé d'exécution, et ses modifications éventuelles sont notifiés à tous les entrepreneurs.

4.2.3. Prolongation du (des) délai (s) d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. travaux), le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ne fixe pas le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

4.2.4. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance en cas d'avance dans l'achèvement des travaux.

4.2.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 18.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés sont compris dans le délai d'exécution.

4.2.6. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Il est fait application des stipulations de l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après réception par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), la pénalité définie à l'article 30.4 du présent CCAP pourra être appliquée.

Article 5. PIECES CONTRACTUELLES

5.1. Pièces particulières

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 11/36
---------------	--------------------------	------------

- 1- L'acte d'engagement et ses annexes, dont les DPGF
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières
- 3- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et leurs annexes
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

5.2. Pièces générales

Pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé dans le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), l'entrepreneur sera soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini ci-après :

Le marché est régi par les documents contractuels suivants :

- Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ;
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) ;
- Documents techniques unifiés (D.T.U.) et cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.).

L'entrepreneur s'engage à respecter intégralement les termes du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) assorti des plans. Par conséquent, les clauses qui s'appliquent sont celles des pièces énumérées ci-dessus distribuées initialement au candidat, détenues en original dans ses archives par le maître d'ouvrage.

5.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié par voie d'avenant ou d'acte spécial.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 12/36
---------------	--------------------------	------------

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et ses sous-traitants.

Article 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire par lot.

Article 7. CONTENU DES PRIX

Les prix du présent marché sont hors T.V.A.

Les prix de chaque lot sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du lot, la marge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant auquel le lot est assigné, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix du marché sont établis en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots cités ci-dessus.

Les prix afférents à chaque lot sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées ci-après.

Les prix du marché sont réputés comprendre les dépenses visées à l'article 9.1-du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux), sauf stipulation différente du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

Les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché sont réputées rémunérées par les prix du présent marché conclu avec l'entrepreneur.

7.1. Décomposition du prix forfaitaire

L'offre de l'entrepreneur doit être accompagnée de la décomposition de prix forfaitaire, jointe au dossier de consultation.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 13/36
---------------	--------------------------	------------

7.2. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

Sans objet

7.3. Travaux en régie

Le règlement des travaux en régie sera effectué en prenant en considération dans les décomptes les pourcentages suivants :

- Pour la main d'œuvre mise à la disposition du maître d'œuvre par l'entrepreneur :
 - o Les salaires majorés de 110,00 % ;
 - o Les indemnités de panier et de petits déplacements ainsi que les primes de transport majorées de 87 % ;
 - o Les indemnités de grands déplacements majorées de 6,00 %.
- Pour les fournitures, leurs prix d'achat hors taxe majorés de 11,00 %

Les coefficients majorateurs ci-dessus sont réputés tenir compte des charges accessoires aux salaires, des frais généraux, ainsi que des impôts et taxes autres que la T.V.A.

- Pour les locations de matériels déjà présent sur le chantier, les sommes résultantes des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les entrepreneurs et négociées avec les maîtres d'œuvre : les entrepreneurs pourront établir leurs prix à partir des barèmes des loueurs locaux de matériel, ou bien à partir de diverses méthodes de détermination des charges d'emploi.

L'obligation pour l'entrepreneur d'exécuter des travaux en régie cesse lorsque le montant total des droits à remboursement atteint 3,00 % du marché.

7.4. Répartition des dépenses communes de chantier

7.4.1. Dépenses d'installation

Une base de vie sera mise à disposition des entreprises dans un bâtiment à proximité immédiate du chantier.

Les réseaux divers seront ceux du CH Loches.

7.4.2. Dépenses d'entretien

Chaque entrepreneur titulaire est responsable de la gestion de ses déchets, de l'entretien et du nettoyage lié à ses prestations et à sa présence sur le chantier.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 14/36
---------------	--------------------------	------------

7.4.3. Dépenses d'abonnements, de consommations, de consommables

Sans objet

7.4.4. Dépenses diverses

Sans objet.

Article 8. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

8.1. Modalités de variation

Les prix sont **fermes et actualisables** suivant les modalités fixées ci-après.

8.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2025 (*mois de remise des offres*) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

8.3. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence I, choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux est respectivement l'index national ci-après :

N° lot	Désignation des lots	BT ou BP
1	Maçonnerie	BT 03
2	Plâtrerie Isolation Faux plafond	BT 08
3	Menuiseries extérieures et serrurerie	BT 19b
4	Menuiseries intérieures	BT 18a
5	Revêtement de sol peinture et faïence	BT10 (revêtement sol) /BT 09 (faïences) /BT 46 (peinture)
6	Electricité	BT 47
7	Plomberie sanitaire	BT 38 / BT 40 (chauffage)
8	Ascenseur	BT 48

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 15/36
---------------	--------------------------	------------

Les index sont publiés au Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

En cas de disparition de l'indice avant l'expiration de l'accord-cadre, et si un nouvel indice est publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation de prix se trouvera de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuera en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendront de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

8.4. Modalités d'actualisation de prix

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{(d-3)} - I_0}{I_0}$$

Dans laquelle I_0 et $I_{(d-3)}$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $d-3$ par l'index de référence I du marché, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

En cas de pluralité d'indices, chacun est utilisé au prorata du nombre d'indices pour ce lot (ex si 2 indices, 50% pour le 1^{er} et 50% pour le 2nd).

Le coefficient sera arrondi à trois décimales et au millième supérieur.

Article 9. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

Le taux n'excédera pas les 5% mentionnés à l'article R2191-7 du code de la commande publique. L'avance versée à l'entrepreneur se limite à 5% des prestations qu'il effectue personnellement.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

L'avance n'est versée au sous-traitant bénéficiaire du paiement direct que sur sa demande. Dans ce cas, le montant de l'avance est égal à 5 % du montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa conclusion, il doit rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 16/36
---------------	--------------------------	------------

Le CHRU de Tours demande la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité du montant de l'avance.

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Article 10. RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie qui sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, sous réserve de la constitution par le titulaire d'une garantie à première demande. Le taux n'excèdera pas 5 % du montant initial du (des) marché(s) augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Le CHRU de Tours refuse la substitution à la garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire.

Article 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

11.1. Décomptes mensuels

Le montant à régler à l'occasion des acomptes sera établi au prorata de la part des travaux réalisés à la fin de chaque mois dans la limite de 95% jusqu'à la date du PV des OPR par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Travaux en l'occurrence, chaque poste du DPFG ne pourra être facturé à plus de 95% pendant la réalisation des travaux :

- 2.5% retenus au titre de la levée totale des réserves de réception
- 2.5% retenus au titre de la remise du DGD

Les projets de décomptes mensuels seront remis en quatre exemplaires dont un en original portant au minimum les mentions suivant les stipulations de l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux).

Dans le cas des marchés passés en lots séparés, le titulaire de plusieurs lots présente des projets de décomptes mensuels distincts pour chacun des lots.

11.2. Décompte Général et Définitif

Le décompte général et définitif se fera par la reprise totale de la Décomposition du Prix Global et forfaitaire et des modifications détaillées en plus ou en moins apportées lors de l'exécution à la demande du Maître d'ouvrage.

Le décompte général et définitif est établi par l'entreprise et présenté au Maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux soit

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 17/36
---------------	--------------------------	------------

- L'entreprise titulaire établi et transmet son décompte final au Maître d'œuvre
- Le Maître d'œuvre établit un projet de décompte général et le transmet au Maître d'ouvrage
- Le Maître d'ouvrage valide, rectifie et signe le projet de décompte général qui devient le décompte général
- Le maître d'ouvrage notifie au titulaire ou au mandataire du groupement le décompte général et le retourne signé et devient le décompte général et définitif.

Toutefois, en cas de réception assortie de réserves, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut notifier au maître d'ouvrage son projet de décompte final qu'après la levée de l'ensemble des réserves que cette levée soit opérée par le titulaire ou par un tiers mandaté par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41.6 du CCAG Travaux. Le point de départ du délai de 30 jours mentionné à l'article 12.3.2 du CCAG travaux est la date de levée des dernières réserves.

Il sera demandé de présenter le quitus des paiements des sous-traitants ou en cas de paiement direct, attestation du sous-traitant confirmant que ses travaux se sont limités au montant correspondant au dernier DC4.

Article 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux.

La facturation est mensuelle à terme échu.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 18/36
---------------	--------------------------	------------

- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du bon de commande ;
- Code d'identification du service en charge du paiement ;
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- Désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée;
- Lieu de livraison;
- Montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée;
- Taux et montant de la TVA;
- Montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée;
- Montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CH LOCHES sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 106 00010
- CODE SERVICE (obligatoire) : 1000
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : numéro de marché

Article 13. DELAI DE PAIEMENT

Délai global de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Le paiement de l'acompte s'effectuera par virement dans un délai maximum de cinquante jours au plus tard après la date à laquelle le projet de décompte est remis par l'entrepreneur au maître d'œuvre, ou si celle-ci lui est postérieure, la date d'exécution de la prestation.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires. Cette suspension fait l'objet d'une notification à l'entrepreneur par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 19/36
---------------	--------------------------	------------

qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par l'entrepreneur de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de versement d'une avance, le délai global de paiement de celle-ci court à partir de la notification de l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution du marché ou de la tranche affermée.

Il sera fait application du Code de la commande publique pour la suspension du délai par le comptable dans le cas particulier d'une cession ou d'un nantissement incomplet.

13.1. Paiement du solde

Le paiement du solde s'effectuera par virement dans un délai maximum de cinquante jours à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif.

13.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à l'article [D2192-35](#) du code de la commande publique et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à cinq euros ne sont pas mandatés.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

1.1. Travaux modificatifs

Il est fait application des stipulations de l'article 14 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) complétées par les stipulations ci-après.

Pour les travaux ou ouvrages identiques, analogues ou de nature comparable à ceux prévus au bordereau de prix, formant décomposition du prix global forfaitaire : les prix

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 20/36
---------------	--------------------------	------------

d'unité contenus dans les décompositions sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Pour les travaux ou ouvrages de nature différente de ceux prévus au bordereau de prix, formant décomposition du prix global forfaitaire : les prix nouveaux sont débattus et convenus entre les parties.

13.3. Augmentation ou diminution de la masse des travaux

En application aux articles 14.3 et 15.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), la limite fixée à ces articles pour les marchés à prix forfaitaires est fixée à 5% de la masse initiale.

13.4. Paiements des co-traitants et des sous-traitants

13.4.1. Entreprises co-traitantes d'un groupement

Les entreprises co-traitantes d'un éventuel groupement solidaire sont tenues d'ouvrir un compte commun au groupement, sous la responsabilité du mandataire qui aura à charge de répartir les sommes dues à chacun des co-contractants.

13.4.2. Modalités de paiement direct aux sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. sauf autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A..sauf autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Article 14. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 21/36
---------------	--------------------------	------------

Si le(s) titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

Article 16. ORDRES DE SERVICES

En complément de l'article 3.8 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), il est précisé que les ordres de service sont établis et signés par le maître d'œuvre qui les remet au maître d'ouvrage pour visa avant qu'ils soient adressés à l'entrepreneur.

Les ordres de services suivants doivent être contresignés par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- Notification de la date de commencement des travaux et de la période de préparation (art. 18.1.1 du CCAG Travaux)
- Affermissement d'une tranche optionnelle
- Notification de modifications de la masse des travaux, d'augmentation du montant des travaux, prix nouveaux (OS délivrés en application des articles 13 à 16 du CCAG Travaux)
- Prolongation des délais d'exécutions (art. 18.2 du CCAG Travaux)
- Ajournement ou interruption des travaux (art. 53 du CCAG Travaux)

Article 17. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 22/36
---------------	--------------------------	------------

17.1. Provenances des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces

17.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux) et du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par des prix débattus et convenus entre les parties ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

Article 18. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Il est fait application des stipulations de l'article 3.9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.), complétées par les stipulations ci-après.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. A titre indicatif, la fréquence sera au minimum bi-mensuelle.

La personne physique qui représente éventuellement l'entrepreneur au rendez-vous de chantier doit être suffisamment qualifiée pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

En cas d'absence non justifiée au rendez-vous de chantier, une pénalité définie à l'article 30.3 du présent CCAP pourra être appliquée à l'entrepreneur.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 23/36
---------------	--------------------------	------------

En cas de retard non justifié d'une durée supérieure à vingt minutes au rendez-vous de chantier, une pénalité définie à l'article 30.3 du présent CCAP pourra être appliquée à l'entrepreneur.

Article 19. RESPONSABILITES

L'entrepreneur demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 20. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

Article 21. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

21.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation (commune à tous les marchés) est incluse dans le délai d'exécution et a une durée de 15 jours. Elle court à partir d'une date à fixer par ordre de service.

Au cours de cette période, l'entrepreneur devra établir et présenter au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux, accompagné

- du projet des installations de chantier ;
- des ouvrages provisoires ;
- ainsi que toutes les pièces demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Par dérogation à l'article 28-2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.), le délai, dont dispose l'entrepreneur pour soumettre le programme d'exécution des travaux au visa du maître d'œuvre, est de 10 (dix) jours à compter du jour à partir duquel court la période de préparation.

Au cours de cette période, l'entrepreneur devra établir et remettre au maître d'œuvre les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 24/36
---------------	--------------------------	------------

travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.) et stipulées ci-après.

Au cours de cette période, l'entrepreneur devra remettre au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

21.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, à l'approbation du bureau de contrôle et du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 8 (huit) jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Des stipulations complémentaires relatives aux plans d'exécution figurent aux cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), notamment le nombre des documents concernés à fournir.

21.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

21.3.1 Proportion d'ouvriers étrangers

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier ne doit pas dépasser celle admise par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

21.3.2 Proportion d'ouvriers d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

21.4 Actions d'insertion

L'engagement d'insertion

Les personnes concernées par cette action seront des personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles particulières.

Les entreprises attributaires doivent impérativement faire appel à des personnes relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion. Ces personnes doivent, en priorité, être affectées pour réaliser les heures d'insertion sur le chantier correspondant au lot clausé.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 25/36
---------------	--------------------------	------------

Les critères de sélection des publics sont :

- Bénéficiaires du RSA;
- Demandeurs d'emploi longue durée (ayant travaillé moins de 210h dans les 6 derniers mois ou moins de 420h dans les 12 derniers mois);
- Travailleurs handicapés rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle;
- Jeunes de moins de 26 ans ayant un faible niveau de qualification ;
- Jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur, n'ayant jamais travaillé et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi;
- Plus de 50 ans rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle;
- Salariés des structures de l'I.A.E. (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion, chantiers et entreprises d'insertion, associations intermédiaires, ...);

Dans le but de favoriser la pérennisation de l'emploi tout en conservant l'effet utile de l'action d'insertion, les personnes suivantes, pourront aussi être comptabilisées au titre de la clause d'insertion :

- Tout personnel issu de la liste ci-dessus et intégré dans les entreprises attributaires présentant un contrat de professionnalisation ou un contrat d'apprentissage signé depuis moins de 3 mois au moment de la date de début d'exécution des marchés. En revanche, les bénéficiaires intégrés depuis plus de 3 mois ne seront pas pris en compte au titre de la clause.
- Tout personnel issu de la liste ci-dessus et intégré dans la société titulaire depuis moins de 3 mois en CDD à compter de la date de début d'exécution des marchés si, à l'occasion de l'action d'insertion, le CDD est transformé en CDI ou bien une formation qualifiante est apportée au bénéficiaire.

21.5 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Un collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail n'est pas prévu.

Le chantier est soumis :

- obligation d'établir un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé.
- obligation d'établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 26/36
---------------	--------------------------	------------

21.6 Condition d'exécution des chantiers

Il est exposé aux cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) le contexte particulier du chantier.

Article 22. CONSTATATION DE L'EXECUTION

22.1 Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ou du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) seront assurés si nécessaire par un bureau de contrôle technique agréé, choisi par le maître d'ouvrage.

Les dispositions de l'article 24.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

22.2 Essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par des prix débattus et convenus entre les parties ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

22.3 Réception

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Par dérogation à l'article 41.1 à 41.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) :

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 27/36
---------------	--------------------------	------------

- la réception a lieu lorsque les travaux ont été achevés pour l'ensemble des lots ;
- chaque entrepreneur avise à la fois la personne responsable du marché et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux relatifs au marché dont il est titulaire ont été achevés où le seront.

Le maître d'œuvre aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).

22.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :

Sans objet

22.5 Documents fournis après exécution

Il est fait application des stipulations de l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), modifiées et complétées par les stipulations ci-après.

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre comme indiqué ci-dessus seront présentés :

n° lot	Nombre d'exemplaires	Présentation
	2	Chemise à sangle

L'entrepreneur devra joindre à chaque plan un reproductible :

Soit un support informatique au format DXF ou DWG ou D2D.

Des stipulations complémentaires relatives aux documents à fournir après exécution figurent aux cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

22.6 Garantie

22.6.1 Délais de garantie

Les garanties contractuelles sont définies à l'article 44 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux).

Le délai de garantie peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) par décision du maître d'ouvrage jusqu'à exécution complète des travaux et prestations relatives à chaque marché.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 28/36
---------------	--------------------------	------------

22.6.2 Garanties particulières

Les garanties particulières concernant les lots techniques ou spécifiques, sont définies au cahier des clauses techniques particulières, à chacun de ces lots.

Article 23. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 24. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

Article 25. SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, en cours d'exécution du marché.

En complément des dispositions de l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) en vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au maître d'ouvrage la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 29/36
---------------	--------------------------	------------

Cette demande d'agrément accompagnée des pièces citées ci-dessus doivent parvenir au maître d'ouvrage dans un délai d'au moins 21 (vingt et un) jours précédents le démarrage de son intervention.

L'entrepreneur établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial (DC4) signé par les deux parties.

Les modalités de paiement direct aux sous-traitants sont précisées ci-après.

Les sous-traitants de second rang ne sont autorisés que dans le respect des conditions prévues à l'article 3.6.2 du CCAG Travaux.

Les sous-traitants de troisième rang et suivants ne sont pas souhaités.

Article 26. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

26.1. Changements affectant l'entrepreneur

En complément de l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), il est précisé que l'entrepreneur s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- le capital social de l'entreprise ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 30/36
---------------	--------------------------	------------

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle remise de projet de décompte.

Le paiement des acomptes sera suspendu tant que le maître d'ouvrage ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

26.2. Protection de la main d'œuvre

L'entrepreneur se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Article 27. ASSURANCE

27.1. Police responsabilité civile

L'entrepreneur doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommage causé pendant la construction ou après réception des travaux par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 8.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), l'entrepreneur doit justifier de l'étendue des garanties souscrites.

Cette garantie est d'au moins :

- 1 500 000 (un million cinq cent mille) euros par sinistre pour les dommages matériels, du même montant minimum pour les dommages immatériels consécutifs ou non ;
- Et de 9 000 000 (neuf millions) euros par sinistre pour les dommages corporels.

L'entrepreneur s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le maître d'ouvrage en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

27.2. Garantie décennale des ouvrages de bâtiment

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 31/36
---------------	--------------------------	------------

L'entrepreneur doit contracter une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792- 2 et 2270 du code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et au titre de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment résultant des principes de l'article 1792.3 du code civil.

27.3. Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages

L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier et déjà mis en œuvre, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation du marché.

27.4. Polices spécifiques

Sans objet

Article 28. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

29 PENALITES

Les pénalités décrites dans cet article seront appliquées pendant toute la durée du chantier sous le vocable « retenue provisoires ou provisions sur pénalités » ; elles deviendront définitives à la notification du Décompte Général et Définitif par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation, l'article 19.2.1 du CCAG Travaux n'est appliqué : aucun seuil d'exonération de pénalités ne sera appliqué.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 32/36
---------------	--------------------------	------------

Les stipulations des articles 19.1 et 19.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) sont seules applicables.

29.1 Pénalité pour retard d'exécution constaté sur l'avancement du calendrier d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux délai global, l'entrepreneur subira, par jour de retard, du seul fait du constat du retard, une pénalité de 100 euros (€) par jour calendaire.

29.2 Pénalité pour retard dans la fourniture des échantillons d'appareillage et des protocoles :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de dépassement du délai porté sur calendrier de remise des échantillons diffusé lors de la préparation de chantier pour la fourniture des échantillons d'appareillage et de prototypes, l'entrepreneur subira, par jour de retard, du seul fait du constat du retard, une pénalité de 50 euros par jour calendaire.

29.3 Pénalité pour absence au rendez-vous de chantier :

En cas d'absences non excusée par le maître d'œuvre de l'entreprise ou de l'un de ses sous-traitant conviés à un rendez-vous de chantier ou à une réunion, l'entreprise encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 80 euros

Tout retard en réunion de chantier supérieur à 30 minutes sera considéré comme une absence.

29.4 Pénalité pour retard dans la remise de documents pendant l'exécution et /ou la période de préparation :

Tout retard dans la remise de documents (plan, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances, devis, etc ...) dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles ou consécutivement à la demande expresse du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur SPS ou du contrôleur technique, entrainera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité de 150 euros.

29.5 Pénalité pour effectif insuffisant :

Si en cours de chantier, l'effectif s'avérait insuffisant, l'entrepreneur s'étant engagé à maintenir sur le chantier le personnel nécessaire à la bonne exécution des travaux, il sera

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 33/36
---------------	--------------------------	------------

appliqué une pénalité de 100€ par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où le nombre d'ouvrier sera redevenu satisfaisant sur le chantier.

29.6 Pénalité pour retard dans le nettoyage (chantier et voies de circulations) pendant l'exécution : à adapter

En cas de non -respect des prescriptions du CCAP, PGC ou du CCTP concernant le nettoyage des locaux et du chantier, des voies privées et publiques et des voies d'accès du chantier, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par jour calendaire de défaut de nettoyage.

Pénalité pour non-repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupées par le chantier sont inclus dans le délai d'exécution comme il est dit à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux.

En cas de non remise en état des lieux par l'entrepreneur, et après mise en demeure sans effet, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité forfaitaire de 100 euros

29.7 Pénalité pour retard dans la levée des réserves :

En cas de non-respect du délai de levée des réserves notifiée sur le Procès-Verbal de réception de travaux par le Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable de 15 jours laissée sans effet, l'exécution des travaux défectueux et/ou non achevés par une tierce entreprise mandatée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

Tout retard dans la levée des réserves par l'entrepreneur entrainera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité du seul fait du constat du retard, une pénalité de 1/2000 du montant de l'ensemble du marché, avec un minimum de 80 euros sauf si ce retard est dû à un cas de force majeur et s'arrêter le jour de la date d'effet de la mise en demeure.

29.8 Pénalité pour non remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG Tours doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date de réception des travaux. Les retards liés à la non-fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sont pénalisables avec une pénalité égale 1/5000 du montant du marché par jour de retard, avec un minimum de 15 euros quel que soit le montant du marché dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux sur les sommes dues à l'entrepreneur.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 34/36
---------------	--------------------------	------------

Article 30. RESILIATION DU MARCHÉ

30.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 49 et 50 du CCAG-Travaux

30.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 50.1 à 50.3 du CCAG-Travaux n'ouvre pas droit à indemnité.

La résiliation prononcée en application de l'article 50.4 du CCAG-Travaux ouvre droit à une indemnité de résiliation obtenue en appliquant au montant minimum initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations ou fournitures admises un pourcentage à hauteur de 5%.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 51.2 du CCAG-Travaux.

Article 31. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le CHRU de Tours pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 32. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
-----------------	--------------------------------------	-------

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHLOCHES-196	Page 35/36
---------------	--------------------------	------------

Article 4.2.1	Article 18	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 4.2	Article 18	Début du délai d'exécution du bon commande à la date d'envoi
Article 29	Article 19	Pénalités
Article 31.1	Article 50	Autre cas de résiliation de marché
Article 30.2	Article 50	Indemnité de résiliation
Article 31	Article 52	Exécution aux frais et risques